Grève des pêcheurs : Des solutions pour endiguer la crise

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 20-05-2008 00:51:03

· Rencontre ce lundi entre professionnels et institutionnels pour finaliser un plan d'action à présenter au Premier ministre

· Les professionnels veulent un assainissement des circuits de vente

Le secteur de la pêche côtière continue à faire l'actualité. L'activité est encore marquée par le mouvement de grève qui a démarré le 15 mai, même si l'appel n'est pas suivi de manière massive.

Aujourd'hui, lundi 19 mai, une rencontre entre responsables du département de la Pêche et représentants des professionnels est au programme. «L'objectif est de préparer la réunion envisagée avec le Premier ministre pour lui présenter les résultats des travaux des commissions constituées conjointement par les professionnels et les institutionnels en février dernier», explique Mohamed Tarmidi, secrétaire général du ministère de la Pêche. Selon lui, ce compte rendu prêt depuis la mi-avril préconise plusieurs solutions structurantes pour endiguer la crise qui sévit dans le secteur. Rendez-vous que confirme Abdelfattah Zine, directeur de la Chambre maritime d'Agadir ainsi que Kamal Sabri, son homologue à Casablanca et patron pêcheur de son état. Ce qui a été proposé pour l'heure et devrait faire l'objet de discussions avec le chef du gouvernement, c'est tout d'abord le prélèvement de la taxe à la criée sur la valeur du poisson vendu dont seront retranchées les charges, notamment le coût du gasoil. Autre mesure proposée toujours au niveau de la taxe de criée: sa réduction d'un point. Elle devrait ainsi passer de 4% à 3%. Reste que cette disposition ne devrait prendre effet qu'en 2009 en raison de son caractère législatif. «Cette mesure doit figurer dans la loi de Finances pour sa mise en oeuvre», explique Tarmidi. D'après lui, la structuration de la commercialisation du produit figure également parmi les recommandations des commissions. «Il s'agit par là de réduire le nombre des intermédiaires pour arriver à une vérité de prix profitable aux consommateurs et aux armateurs», souligne le responsable.

Sur ce point, les professionnels sont aussi unanimes à demander un véritable assainissement des circuits de commercialisation. Seulement, la revendication est à rapprocher du rôle que joue l'Office national des pêches dans le domaine. Pour les professionnels, l'Office devrait cesser la construction des halles et autres places de commercialisation du poisson. La tâche doit revenir au privé.

Mais, au-delà, Tarmidi précise que la mise à niveau et la modernisation du secteur est aussi au menu des propositions, «Outre les subventions européennes, une enveloppe conséquente devrait être allouée par l'Etat à ce volet», rappelle-t-il.

Mais que pensent les opérateurs du Sud de l'ensemble de ces dispositions. Bien que leurs représentants aient contribué au sein des commissions à l'élaboration de ce plan d'action, ils se disent peu satisfaits et veulent plus que ce qui a été proposé par le département de tutelle. Pour eux le plus urgent, c'est l'instauration d'un moratoire fiscal durant une période de cinq ans renouvelable si la crise persiste. «Cette mesure qui concernera tous les impôts et taxes fiscales et parafiscales est couramment accordée aux secteurs économiques en crise afin de maintenir les emplois», souligne

Lahcen Bijdiguen, président de la Chambre maritime d'Agadir, dans une lettre adressée au Premier ministre.

Outre la révision des taux des divers prélèvements effectués en faveur de l'ONP, le représentant de la profession sollicite également la mise en place d'un programme de sortie de flotte pour indemniser le départ volontaire d'armateurs.

«Cela va permettre d'alléger la pression sur la ressource et permettre à la flotte qui se maintient une meilleure rentabilité», argumente Bijdiguen.

Vérités ou élucubrations

La grève des patrons pêcheurs suscite bien des commentaires dans le milieu des acteurs économiques. «Conflit d'intérêts entre le secteur de la pêche côtière et la pêche artisanale. Démarche pour une prise de leadership par la pêche côtière». Chacun y va de son commentaire. Pour les professionnels du secteur, ce ne sont que des élucubrations qui n'ont aucun sens. «Nous n'avons que faire du leadership», lancent certains d'entre eux. «Ce n'est pas une grève, mais un arrêt obligé. La hausse des cours du carburant ne nous laisse aucun choix», explique Lahcen Bijdiguen.

L'économiste